

Remettre le commerce sur les rails



Train de transport d'automobiles près de Campbellsburg, Kentucky (États-Unis).

Le commerce accroît la productivité, mais peut faire des exclus à moins que l'on s'attache à en redistribuer les bénéfices

Maurice Obstfeld

À L'HEURE où l'économie mondiale connaît une croissance anémique, le soutien politique à la liberté des échanges faiblit, notamment dans les pays avancés et surtout aux États-Unis. L'opposition au libre-échange n'a rien de nouveau et n'a jamais stoppé le processus de libéralisation de l'après-guerre, qui a favorisé la croissance des pays avancés et la convergence des revenus par habitant dans une grande partie du monde en développement.

L'opposition au libre-échange reste le fait d'une minorité : le commerce est bénéfique pour la plupart des gens, mais il semble avoir beaucoup plus d'ennemis bruyants de nos jours.

Le commerce permet à un pays d'employer ses ressources plus efficacement. Mais les gains d'efficacité peuvent ne pas être également répartis, et il peut y avoir des perdants, ce qui peut accentuer les inégalités et bouleverser la vie des citoyens.

Au cours des 25 dernières années, le monde a subi une transformation majeure grâce à l'essor des échanges, aux avancées technologiques et aux mutations politiques. Bien qu'il y ait lieu de se féliciter des grands progrès accomplis au niveau mondial, la plupart des gouvernements n'ont pas fait en sorte que les bénéfices de la croissance économique, y compris ceux qui sont dus au commerce, soient largement partagés. Par endroits, le manque de vigueur ou le ralentissement de la progression du revenu global a exacerbé les frustrations.

Le partage des profits commerciaux a toujours été inéquitable, et la situation a peut-être empiré ces dernières années. Mais ces gains ont d'autant plus d'importance dans l'actuel contexte de

croissance anémique. Les pays doivent préserver et disséminer ces gains en les redistribuant plus équitablement. Cela aura aussi pour effet d'accroître la résistance de leur économie à tout un éventail de forces du marché, outre celles qui sont liées à la mondialisation.

Commerce et technologie

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le démantèlement progressif d'obstacles au commerce tels que les droits de douane et les quotas d'importation a favorisé la croissance et amélioré le bien-être partout où il a été entrepris — en partie en ouvrant aux ménages l'accès à des biens plus variés et meilleur marché. Surtout, le commerce a eu un puissant effet positif sur la productivité — l'efficacité avec laquelle les ressources mondiales sont employées pour produire des biens économiques. Il est particulièrement important de tirer parti de ces avancées dans un monde où la croissance économique semble se ralentir.

La principale raison pour laquelle le commerce accroît la productivité est l'avantage comparatif, ainsi que l'a expliqué il y a deux siècles l'économiste britannique David Ricardo. Par exemple, disait-il, si l'Angleterre et le Portugal peuvent produire du textile et du vin, la production de ces deux biens est maximisée lorsque le pays où le coût d'opportunité de la production vinicole est la plus faible se spécialise dans le vin, et l'autre dans le textile. Les deux partenaires commerciaux gagnent à se spécialiser de la sorte. En outre, cette spécialisation reste efficiente même si un des deux pays peut produire les deux biens



plus efficacement que l'autre — autrement dit, s'il a un avantage de productivité absolu à fabriquer les deux produits. Les échanges commerciaux accroissent toujours la productivité de tous les pays qui les autorisent — ce dont il est rarement fait mention dans le débat public de nos jours.

Les études empiriques confirment l'idée fondamentale de Ricardo : le commerce stimule la productivité. Mais elles vont bien plus loin : grâce au commerce, la concurrence étrangère force les producteurs nationaux à se surpasser. Il leur ouvre aussi accès à toute une variété de biens de production intermédiaires que les entreprises peuvent utiliser pour produire à moindre coût. Enfin, les exportateurs peuvent affiner leurs techniques et doivent attirer les consommateurs en améliorant leur efficacité et la qualité de leurs produits (voir, par exemple, Dabla-Norris et Duval, 2016).

Selon Ricardo, le commerce s'assimile à une nouvelle et meilleure technologie qui est mise simultanément à la portée de tous les pays qui ouvrent leurs frontières et dont tous profitent également. Il arrive que le commerce fonctionne ainsi, mais ses côtés si positifs n'expliquent pas pourquoi certains s'y opposent si farouchement.

Il y a deux aspects qui peuvent expliquer cette opposition. Premièrement, *le coût immédiat du redéploiement des ressources hors d'un secteur qui s'amenuise du fait du libre commerce*. Il se peut que des travailleurs qui se retrouvent en plan dans un secteur textile en pleine contraction ne puissent pas se réinstaller dans une région viticole ou apprendre rapidement le métier de vigneron. Dans le monde moderne, les coûts et inefficacités peuvent être prolongés et toucher durement certains travailleurs, pour qui les gains à long terme de l'économie semblent abstraits et insignifiants.

Deuxièmement, même sans problèmes d'adaptation, *le commerce peut faire empirer la distribution du revenu interne, et aggraver encore le sort de certains*. Alors, bien que la productivité et des revenus augmentent dans tout le pays, certains peuvent empocher des gains disproportionnés, tandis que d'autres sont absolument perdants et ressentent cette perte comme une injustice (voir l'encadré).

Ces effets dits «de redistribution» peuvent se produire non seulement du fait de la mondialisation, mais aussi en raison des progrès technologiques dont certains pans de l'économie profitent plus que d'autres. L'enchaînement des événements est presque le même si le progrès technologique permet de produire plus de textile avec la même quantité de travailleurs non qualifiés et qualifiés, cependant que la technologie de production du vin ne change pas. Parce que le commerce est assimilable à une avancée technologique, il ne faut pas s'étonner que le progrès technologique puisse redistribuer les revenus de la même façon que le commerce. Mais alors qu'une large minorité se méfie du commerce, presque personne ne proteste contre la hausse de la productivité.

Une des grandes difficultés qui compliquent la compréhension de la relation entre la mondialisation et les inégalités de revenus consiste à faire abstraction des effets majeurs d'autres facteurs, dont l'évolution de la technologie. Et pour compliquer les choses, la mondialisation et la technologie se nourrissent mutuellement — et, en fait, l'impulsion que la mondialisation donne au progrès technologique est une importante source de gains commerciaux.

Inégalités entre les nations et en leur sein

Alors même que les inégalités *entre* les nations ont quelque peu diminué au cours des dernières décennies, elles ont augmenté

Pourquoi le commerce fait-il des exclus ?

Il y a bien des manières de perdre de l'argent en commerçant, mais Wolfgang Stolper et Paul Samuelson ont donné les exemples théoriques les plus simples et les plus connus dès 1941. Supposons que la production de vin et celle de textile demandent à la fois des travailleurs qualifiés et non qualifiés, mais que celle de vin demande relativement plus de vignerons compétents, alors que celle de textile emploie principalement des ouvriers non qualifiés. Si la production de textile diminue du fait de la libéralisation du commerce, les travailleurs non qualifiés licenciés doivent d'une manière ou d'une autre trouver du travail dans le secteur viticole en expansion, où il y a relativement peu d'emplois non qualifiés, même si l'ensemble du secteur est en plein essor. Pour que les ex-travailleurs non qualifiés se reconvertissent dans le vin, il faut que leurs salaires baissent et que ceux des travailleurs qualifiés augmentent, de sorte que toutes les entreprises de la filière viticole soient incitées à remplacer les travailleurs qualifiés par des travailleurs non qualifiés — par exemple en utilisant un plus petit nombre de travailleurs qualifiés, à qui ils confient le soin de superviser les équipes de travailleurs non qualifiés.

au sein de nombreuses nations. Le commerce et la technologie ont tous deux accéléré la convergence globale des revenus dans beaucoup des pays les plus pauvres, tout en changeant les modes de production et la distribution des revenus au sein des nations.

Les exemples les plus frappants de réduction des inégalités entre les nations viennent d'Asie, du fait que la RAS de Hong Kong, la Corée, Singapour et Taiwan (province de Chine) se sont distingués en passant au rang de pays à haut revenu et en raison de la récente croissance économique de la Chine et de l'Inde. Le PIB par habitant de l'Inde est passé de 553 dollars en 1991 (en dollars de 2010) à 1.806 dollars en 2015, et celui de la Chine a fait un bond spectaculaire de 783 dollars à 6.416 dollars au cours de la même période. Étant donné leurs énormes populations, le succès économique de la Chine et de l'Inde contribue à faire baisser sensiblement les inégalités entre les populations du monde. Les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne à croissance plus lente n'ont pas réduit aussi vite leur écart par rapport aux pays plus riches, mais l'incidence de la pauvreté a considérablement diminué dans les pays les plus pauvres.

Ces progrès de la convergence des revenus et de la réduction de la pauvreté sont dus pour une large part au commerce et aux investissements mondiaux — sinon aux politiques de libre-échange dans de nombreux cas, du moins à l'ouverture de débouchés extérieurs.

La croissance n'a cependant pas toujours été partagée équitablement dans le tiers-monde. En gros, les inégalités se sont aggravées, surtout en Asie et en Europe orientale, alors que dans certaines parties de l'Amérique latine (au Brésil notamment), elles ont diminué, mais restent élevées par rapport au reste du monde.

La hausse des inégalités dans la plupart des pays avancés, couplée au récent ralentissement de la croissance économique de presque tous les pays avancés, s'est soldée par une hausse à long terme relativement faible des revenus des ménages, sauf dans les tranches supérieures (graphique 1). Les causes du ralentissement sont complexes, mais tiennent en partie à la crise financière mondiale.

Le cas des États-Unis illustre la façon dont la croissance économique des pays avancés est devenue moins solidaire au fur et à mesure qu'elle a ralenti dans l'après-guerre. En 2014, le revenu réel annuel médian d'un ménage américain était de 53.657 dollars, selon les statistiques américaines, soit à peu près identique en termes réels à celui de 1989, alors qu'il avait quasiment doublé entre le début des années 50 et la fin des années 80. Après une période de progrès économique rapide et plus largement partagé, au moins 50 % des ménages américains sont passés à côté des bénéfices de la croissance durant le dernier quart de siècle. (Avant un bond subit de 5,2 % du revenu médian en 2015, dont la durabilité reste à prouver.)

Cette évolution reflète les idiosyncrasies du développement de chaque nation — changement de la progressivité des impôts, limitation de la rémunération des dirigeants d'entreprises, ou financiarisation de l'économie. Mais la mondialisation et la technologie sont des éléments moteurs universels; il faut donc essayer d'en jauger l'influence respective. Et la mondialisation et la technologie s'entremêlent : les innovations, notamment des technologies de l'information et des communications (TIC), ont accru les possibilités commerciales, par exemple dans les services tels que la banque ou l'assurance. Si elles trouvent des débouchés à l'exportation ou font face à la concurrence des importations, les entreprises peuvent innover pour améliorer leurs processus de production. Les investissements directs étrangers (IDE), comme les échanges, peuvent favoriser l'exportation des meilleures pratiques technologiques, ce qui, en soi, influe sur la dynamique de l'avantage comparatif. Le commerce mondialisé aide donc à faire de la technologie un facteur mondial.

Un monde en transformation

Les bouleversements des 25 dernières années prouvent que le commerce et la technologie ont modifié les paramètres de la production et des salaires partout dans le monde. Au début des années 90, divers courants convergents ont refaçonné l'économie mondiale. Le bloc soviétique s'est désagrégé, et les pays d'Europe orientale et d'Asie

qui le constituaient se sont mués en économies de marché ouvertes aux échanges et aux investissements internationaux. Peu après, la Chine, qui avait commencé à ouvrir son marché en 1978, a accéléré le processus, notamment en autorisant davantage d'entreprises à commercer avec le reste du monde et en abaissant les barrières aux importations et exportations. D'autres pays émergents lui ont emboîté le pas, notamment plusieurs nations d'Amérique latine, qui espéraient mettre fin à près de dix années de croissance faible et de surendettement, et l'Inde, qui a engagé de vastes réformes en 1991. Souvent, l'ouverture aux IDE et à d'autres types de flux financiers a aussi progressé, alimentant l'essor des exportations.

Ces transformations ont été fort bien accueillies à l'époque, à juste titre. Elles ont fait naître un système d'échanges internationaux d'une ampleur inégalée dans l'histoire de l'humanité. Elles portaient en germe la promesse non seulement d'une plus grande liberté économique, et dans certains cas politique, pour des milliards de citoyens du monde, mais aussi d'une croissance dynamique tirée par l'essor des revenus, de la consommation, des investissements et de l'innovation à l'échelle planétaire. La croissance s'est accélérée dans beaucoup de pays émergents, accentuant parfois les inégalités internes, car certaines personnes savaient mieux que d'autres saisir ces nouvelles opportunités. Il reste que l'on a assisté, pour la première fois, à l'émergence de classes moyennes en Chine et en Inde.

Mais les importantes conséquences distributives de ces mutations mondiales ne sont pas passées inaperçues, en particulier pour les travailleurs des pays avancés, confrontés à l'explosion de l'offre mondiale de main-d'œuvre — souvent peu qualifiée. En l'an 2000, la Chine, l'Inde et les pays du bloc soviétique avaient mis sur le marché mondial près de 1,5 milliard de travailleurs, doublant l'offre de main-d'œuvre (Freeman, 2007). D'après Stolper-Samuelson, la hausse du ratio mondial travail/capital tend à faire diminuer la rémunération du travail par rapport au revenu du capital dans les pays avancés; cela explique sans doute en partie à la fois la léthargie des salaires médians et la chute de la part de la main-d'œuvre dans le PIB en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Ce processus a été renforcé par le déclin du syndicalisme et la plus grande inclination des entreprises à relocaliser leur production dans des pays où les salaires sont bas.

D'après le raisonnement de Stolper-Samuelson, les travailleurs peu qualifiés des pays pauvres devraient voir leurs salaires relatifs augmenter, tandis que les travailleurs hautement qualifiés gagnent plus dans les pays riches, ce qui amoindrirait les inégalités salariales dans les pays pauvres et les accentuerait dans les pays riches. Or, l'écart entre les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés s'est en fait creusé dans les deux groupes de pays après les années 80. Autre entorse à la logique de Stolper-Samuelson, les primes à la compétence ont eu tendance à augmenter même au sein des branches d'activité, alors que rien ne montre que les entreprises des pays avancés employaient un plus gros pourcentage de travailleurs peu qualifiés en raison de la baisse de leur coût relatif.

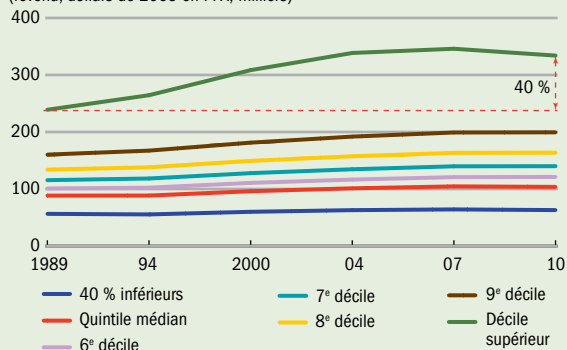
Beaucoup d'économistes pensent que l'évolution mondiale de la prime à la compétence au cours des années 90 s'explique principalement par le progrès technologique, qui favorise les travailleurs hautement qualifiés — par exemple la révolution des TIC —, autre phénomène mondial qui a produit des changements fort bien accueillis, qui se sont accélérés au début des années 90. Mais l'expansion des échanges y a peut-être été pour quelque chose, car les

Graphique 1

Toujours plus haut

Les revenus des 10 % de citoyens les plus aisés dans les pays avancés n'ont pas cessé d'augmenter au cours du dernier quart de siècle, alors que ceux de la classe moyenne et des plus défavorisés sont restés à la traîne.

(revenu, dollars de 2005 en PPA; milliers)



Sources : enquête sur le revenu des ménages au Luxembourg/New York Times Income Distribution Database (2014); calculs des services du FMI.

Note : pays = Allemagne, Canada, États-Unis, Italie et Royaume-Uni. PPA = parité de pouvoir d'achat.

entreprises exportatrices utilisent relativement plus de main-d'œuvre qualifiée que celles qui n'exportent pas, ce qui donne à penser que le commerce alimente la demande de compétences. Autre facteur à prendre en compte : la délocalisation de la production; en effet, le déplacement des activités demandant peu de qualifications des pays riches vers les pays pauvres peut faire augmenter partout la prime à la compétence (Feenstra et Hanson, 1996).

Depuis le début du siècle, la mondialisation, y compris la pleine intégration de la Chine dans le système des échanges internationaux, s'est accélérée. L'accroissement des investissements dans l'éducation a favorisé l'externalisation des activités manufacturières et services routiniers, ainsi que l'essor des exportations de haute technologie, de la Chine en particulier. Dans les pays avancés, les emplois moyennement qualifiés sont en voie de disparition; cette «polarisation» tient en partie au commerce et aux délocalisations, mais peut-être aussi aux avancées technologiques, car les tâches routinières sont de plus en plus automatisées (Goos, Manning et Salomons, 2014).

On ne dispose que depuis peu de données assez détaillées pour prouver les effets négatifs à long terme des importations chinoises et des délocalisations sur l'emploi dans les branches d'activité concurrencées par ces importations sur les marchés du travail et sur les salaires. La part de la main-d'œuvre manufacturière a diminué dans l'ensemble des pays avancés, en raison de l'augmentation relativement vive de la productivité de ce secteur. Mais le déclin a été très marqué aux États-Unis dans les années 2000, car les entreprises investissaient leurs capitaux à l'étranger pour y faire fabriquer des produits qui seraient exportés aux États-Unis, notamment par la Chine (graphique 2).

Les travailleurs licenciés par les entreprises manufacturières américaines qui parviennent à retrouver un emploi doivent accepter des salaires nettement plus bas, comme le montrent plusieurs études (Autor, Dorn et Hanson, 2016; Ebenstein, Harrison et McMillan, à paraître). La triste situation des travailleurs déplacés par la concurrence des importations et frappés par la déperdition de leurs salaires et le chômage de longue durée se retrouve dans des pays très divers, y compris dans les pays émergents. C'est aussi un problème coriace, exacerbé depuis peu par le vieillissement de la main-d'œuvre dans les pays avancés et par l'ampleur des bouleversements liés à la rapide croissance des exportations de la Chine.

Du filet de sécurité au tremplin

Il ne faut pas s'attendre à d'autres chocs de même ampleur que ceux qu'a produits la nouvelle donne économique mondiale, mais leurs contrecoups politiques et économiques restent considérables, et il y aura sûrement des bouleversements similaires — mais de moindre envergure. Comment les gouvernants peuvent-ils faire front au protectionnisme et répartir plus largement les gains du commerce?

Dans son rapport de 1989, *S'adapter pour gagner*, le Conseil consultatif pour l'adaptation du Canada faisait une distinction entre les politiques de type «filet de sécurité» — qui assurent, par exemple, à ceux qui ont perdu leur emploi une protection sous forme d'indemnités de chômage — et les politiques de type «tremplin» qui les aident à retrouver un emploi (Trebilcock, 2014). Chacun a son importance, mais un système de tremplin comprenant des mécanismes d'orientation et de recyclage aide les gens à s'adapter plus vite en cas de choc économique, réduit les périodes de chômage prolongé et la dépréciation des compétences et de l'employabilité

qui en découle. Ce type de tremplin pour l'emploi existe déjà dans beaucoup de pays avancés et mérite un examen plus approfondi pour que tout le monde puisse s'inspirer des pratiques optimales.

Les tremplins sont utiles (et sans doute nécessaires) dans toutes sortes de transitions et pas seulement celles qui ont trait aux échanges commerciaux. Il est difficile d'identifier spécifiquement les pertes d'emplois liées au commerce, et il est indispensable que les pouvoirs publics interviennent pour accélérer la reconversion des travailleurs, que ce soit à cause de l'incidence du commerce ou d'un autre facteur de changement économique. Afin de favoriser l'adaptation, il faut investir dans l'éducation, pour former une force de travail agile, dans les infrastructures nécessaires, dans la santé et dans l'amélioration du parc de logements, réduire les obstacles à l'entrée de nouvelles entreprises et veiller au bon fonctionnement des marchés financiers. Cela a en outre l'avantage de promouvoir la croissance.

Les filets de sécurité ont aussi leur importance. Les économies ouvertes sur le monde peuvent être plus vulnérables aux chocs exogènes et donc demander des dispositifs de protection plus développés. L'État peut offrir une assurance salariale partielle élargie aux travailleurs déplacés relégués dans des emplois moins rémunérateurs (Kletzer et Litan, 2001) et proposer aux employeurs des subventions salariales pour qu'ils embauchent des travailleurs déplacés. Des programmes tels que le crédit d'impôt sur le revenu gagné aux États-Unis devraient être élargis afin de réduire les écarts de revenu tout en encourageant les citoyens à travailler. Il faut rendre la fiscalité et les transferts plus progressifs afin que les fruits de la mondialisation soient mieux partagés.

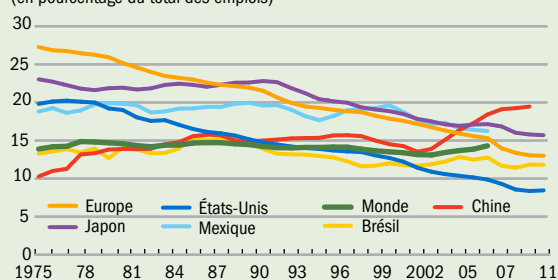
Comme la mobilité croissante des capitaux au travers des frontières a nourri la concurrence fiscale entre les nations, il est devenu plus difficile pour les États de financer des systèmes de protection sociale et des programmes d'ajustement sans imposer exagérément le revenu du travail ou recourir à des taxes à la consommation régressives. De ce fait, nous avons besoin de coordonner la lutte internationale contre l'évasion fiscale pour éviter que le gros des gains de la mondialisation ne bénéficie de manière disproportionnée au capital. Si rien n'est fait pour corriger ces inégalités, le soutien politique au commerce va continuer à s'effriter.

Graphique 2

Relocalisations

Le secteur manufacturier représente une fraction depuis longtemps décroissante de la main-d'œuvre des pays avancés, car les emplois sont relocalisés dans les pays émergents ou disparaissent à cause des avancées technologiques.

(en pourcentage du total des emplois)



Sources : EU-KLEMS; EUSTAT; GGDC 10-Sector; ILOSTAT; Bureau national des statistiques de Chine; OCDE; RIETI CIP.

Aucune garantie

La mondialisation présente un potentiel de gains pour tous, mais rien ne garantit que ce potentiel se réalisera en l'absence d'initiatives décisives des pouvoirs publics pour venir en aide à ceux qui en subissent les effets secondaires. Des années de transformation radicale du système mondial depuis le début des années 90, couplées à la faiblesse persistante de la croissance économique après la crise financière mondiale, ont laissé beaucoup d'individus et de collectivités au bord du chemin. De ce fait, l'opposition à la poursuite des échanges commerciaux et de la libéralisation du commerce est en train de se cristalliser dans un certain nombre de pays industrialisés.

Les politiques commerciales ne sont pourtant ni les seuls, ni les plus importants facteurs, et ne sont pas non plus responsables du ralentissement économique. Les avancées technologiques et les idiosyncrasies du développement des nations ont aussi joué un rôle majeur. Le consensus politique sur la politique commerciale durant une grande partie de l'après-guerre va s'évanouir si l'on ne s'attache pas à répartir les risques de l'ouverture commerciale; garantir la flexibilité des marchés du travail et la formation d'une main-d'œuvre adaptable; faire coïncider les besoins et les compétences; perfectionner les marchés financiers et remédier aux inégalités. Cet effort coordonné est aussi indispensable pour faire face à d'autres transitions qui, comme les échanges commerciaux, peuvent nuire à certains et exiger des adaptations au sein de l'économie.

Le commerce n'est un cas particulier que si l'on s'imagine que les gouvernements peuvent faire abstraction du reste du monde quand le monde ne va pas comme il faut. Au XXI^e siècle, cependant, l'interdépendance n'est pas affaire de choix. ■

Maurice Obstfeld est Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI.

Bibliographie :

Autor, David H., David Dorn, and Gordon H. Hanson, 2016, "The China Shock: Learning from Labor Market Adjustment to Large Changes in Trade," NBER Working Paper 21906 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Dabla-Norris, Era, and Romain Duval, 2016, "How Lowering Trade Barriers Can Revive Global Productivity and Growth," iMFdirect, posted June 20.

Ebenstein, Avraham, Ann Harrison, and Margaret McMillan, forthcoming, "Why Are American Workers Getting Poorer? China, Trade, and Offshoring," in *The Factory-Free Economy*, ed. by Lionel Fontagné and Ann Harrison (New York: Oxford University Press).

Feenstra, Robert C., and Gordon H. Hanson, 1996, "Globalization, Outsourcing, and Wage Inequality," *American Economic Review*, Vol. 86, No. 2, p. 240–45.

Freeman, Richard B., "The Great Doubling: The Challenge of the New Global Labor Market," 2007, in *Ending Poverty in America: How to Restore the American Dream*, ed. by John Edwards, Marion Crain, and Arne L. Kalleberg (New York: New Press).

Goos, Maarten, Alan Manning, and Anna Salomons, 2014, "Explaining Job Polarization: Routine-Biased Technical Change and Offshoring," *American Economic Review*, Vol. 104, No. 8, p. 2509–26.

Kletzer, Lori G., and Robert E. Litan, 2001, "A Prescription to Relieve Worker Anxiety," *Policy Brief 73* (Washington: Brookings Institution).

Trebilcock, Michael J., 2014, *Dealing with Losers: The Political Economy of Policy Transitions* (New York: Oxford University Press).



COLUMBIA | SIPA School of International and Public Affairs

12-MONTH MPA PROGRAM IN ECONOMIC POLICY MANAGEMENT AT COLUMBIA

Designed for mid-career professionals, with tracks in

- Economic Policy Management
- Central Banking and Financial Markets
- Global Energy Management and Policy

Application Deadline for 2017–2018: January 5, 2017

- A rigorous graduate training in micro- and macroeconomics
- Faculty of world's leading economists, policymakers, and expert practitioners
- Tailored seminar series on macroprudential policymaking, international finance, and financial crises

Contact us at pepm@sipa.columbia.edu | 212-854-6982 | sipa.columbia.edu/pepm